



## **ARRÊTÉ**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires  
N°DCL-BRENV-2024- 143-3**

**Site :**

**SA. Charollais Viandes**

**Z.A du Champ Bossu**

**71600 PARAY LE MONIAL**

**Code AIOT : 0057100913**

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu la directive 2006/11/CE du 15 février 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2008/105/EC du 24 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2013/39/UE du Parlement européen et du Conseil du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'Environnement et notamment le livre V du titre 1<sup>er</sup> ;

Vu en particulier les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les rubriques n° 2210 et 2221 ;

Vu le décret interministériel N°2004/374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs du préfet, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux » ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 « préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale » ;

Vu l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel « coquilles » du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de la SA Charollais Viandes à Paray le Monial (71600) n°04/1624/2-3 du 26 mai 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'extension de la SA Abattoir Charollais Brionnais à Paray le Monial (71600) n°04/1623/2-3 du 26 mai 2004 ;

Vu la convention de déversement dans le système d'assainissement de la commune de Paray le Monial de février 2022 ;

Vu la demande de modification du plan d'épandage des co-produits de l'abattoir transmis par la SA Charollais Viandes au Préfet de Saône et Loire le 12 septembre 2023 ;

Vu la demande de compléments d'information transmise par l'inspection des installations classées dans le courrier n°2023-03079 en date du 13 octobre 2023 ;

Vu les compléments d'informations transmis par Charollais Viandes le 27 novembre 2023 ;

Vu l'avis de l'Agence régionale de santé en date du 25 janvier 2024 sur la modification du plan d'épandage ;

Vu l'avis de la Direction départementale des territoires en date du 5 janvier 2024 sur la modification du plan d'épandage ;

Vu l'avis de l'Office français de la biodiversité en date du 12 janvier 2024 sur la modification du plan d'épandage ;

Vu l'avis du Maire de la commune de Digoin en date du 15 janvier 2024 sur la modification du plan d'épandage ;

Vu le rapport du 5 avril 2024 de la direction départementale de la protection des populations chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur par courrier du 12 avril 2024 ;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

Considérant que la demande de modification du plan d'épandage transmise par la SA Charollais Viandes n'est pas substantielle au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'un arrêté préfectoral complémentaire peut être pris ;

Considérant que cette modification n'est pas de nature à entraîner de nouveaux dangers ou inconvénients mentionnés aux articles L.511-1 du code de l'environnement et n'a pas nécessité le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter ;

Considérant que l'entrée en application de l'arrêté RSDE du 24 août 2017 vient modifier les valeurs limites d'émission applicables à l'installation exploitée par la SA Charollais Viandes ;

Considérant que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur (la Bourbince depuis Genelard jusqu'à la confluence avec l'Arroux code masse d'eau : FRGR0200) ;

Considérant l'enjeu particulier du bon fonctionnement de la station d'épuration de Paray le Monial code ouvrage d'épuration : 0471342S0003 ;

Considérant l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale ;

Considérant qu'il convient de modifier les prescriptions des arrêtés préfectoraux d'autorisation d'exploiter initiaux pour intégrer la modification du plan d'épandage, mettre à jour la situation administrative de l'installation et réviser le programme d'autosurveillance des rejets en lien avec l'arrêté ministériel RSDE sus-cité ;

Considérant que des prescriptions complémentaires doivent être prescrites par arrêté préfectoral complémentaire conformément à l'article R.512-31 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Saône-et-Loire :

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 : TITULAIRE DE L'AUTORISATION

L'article 1-1 de l'arrêté préfectoral n°04/1623/2-3 est modifié comme suit :

La SA Charollais Viandes est autorisée à exploiter les installations d'abattage de bovins, équidés et petits ruminants, situées dans la zone industrielle du Champ Bossu à 71600 PARAY LE MONIAL, sur les parcelles cadastrées BK : 43-102-103-93 et 96.

### ARTICLE 2 : CAPACITÉ DE L'INSTALLATION

L'article 1-2 de l'arrêté préfectoral n°04/1623/2-3 est modifié comme suit :

La SA Charollais Viandes est autorisée pour une production de 7 000 tonnes de carcasses par an. La capacité maximale d'abattage journalier est de : 100 bovins / 30 veaux / 100 petits ruminants.

### ARTICLE 3 : CLASSEMENT AU TITRE DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les articles 1-3 des arrêtés préfectoraux n°04/1623/2-3 et 04/1624/2-3 sont modifiés comme suivant :

Liste des activités classées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Intitulé de la rubrique installation classée	Caractéristique de l'installation	Classement
2210-1	Abattage d'animaux, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3641 : La masse des animaux abattus, exprimée en carcasses étant, en activité de pointe Supérieure à 5 t/j pour les installations autres que celles classées au titre du 3	Maximum jour 47,20 tonnes/jour	Autorisation
2221	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras et des activités classées par ailleurs. La quantité de produits entrant étant supérieur à 4t/j	20 tonnes/ jour en moyenne  30 tonnes/jour en pointe	Enregistrement
2355	Dépôt de peaux y compris les dépôts de peaux salées en annexes des abattoirs. La capacité de stockage étant supérieure à 10 tonnes	10 tonnes/jour	Déclaration



## ARTICLE 4 : ARRÊTÉS APPLICABLES À L'INSTALLATION

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'installation les prescriptions des arrêtés ministériels cités ci-dessous :

Dates	Textes
23/03/12	Articles 25, 32, 35, 36, 37, 38, 55 et 56 de l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2221 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
31/01/08	Arrêté relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation
30/04/04	Arrêté relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique n° 2210 « abattage d'animaux »
02/02/98	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les ICPE

## ARTICLE 5 : ÉPANDAGE DES COPRODUITS DE L'INSTALLATION

### 5-1 Caractérisation des co-produits épandus

Seuls les déchets ou les effluents ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandus.

La nature, les caractéristiques et les quantités de déchets ou d'effluents destinés à l'épandage sont telles que leur manipulation et leur application ne portent pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques, et que les nuisances soient réduites au minimum.

L'article 5-1 de l'arrêté préfectoral n°04/1623/2-3 du 26 mai 2004 est modifié comme suivant :

Le lisier issu du lavage de la boiterie ainsi que le mélange composté des fumiers, matières stercoraires, boues de flottation et refus de tamisage sont épandus sur les parcelles définies dans le plan d'épandage annexé au présent arrêté.

Les épandages répondent aux dispositions de la section 4 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation et notamment les prescriptions définies ci-dessous :

### 5-2 Plan d'épandage

Le plan d'épandage du lisier et des co-produits de l'installation (définis à l'article précédent) annexé à l'arrêté n°04/1623/2-3 du 26 mai 2004 est remplacé par le plan d'épandage annexé au présent arrêté, il comprend 120,9 ha de surface agricole utile (SAU) (40,1 ha exploités par l'EARL Pornet et 80,8 ha exploités par le GAEC Auduc Rondepierre) et 98,4 ha de surface potentiellement épandable (SPE).

### 5-3 Programme prévisionnel annuel d'épandage

Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec les exploitants agricoles, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend :

- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;

- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c de l'arrêté du 2 février 1998 modifié (caractérisation de la valeur agronomique) ;
  - une caractérisation des co-produits à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique, analyses des éléments-traces métalliques et composés traces organiques, recherche des salmonelles, entérovirus et œufs d'helminthes viables) ;
  - les préconisations spécifiques d'utilisation des co-produits (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;
  - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.
- Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **5-4 Cahier d'épandage**

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées, doit être tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- les quantités de co-produits épandus par unité culturale ;
- les dates d'épandage ;
- les parcelles réceptrices et leur surface ;
- les cultures pratiquées ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les co-produits, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage et des analyses.

La SA Charollais Viandes doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation de ses co-produits (entreposage, dépôt temporaire, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

#### **5-5 Bilan annuel des épandages**

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- les parcelles réceptrices ;
- un bilan qualitatif et quantitatif des co-produits épandus ;
- l'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Une copie du bilan annuel est adressée au Préfet et aux agriculteurs concernés.

#### **5-6 Analyses des co-produits avant épandage**

Les co-produits sont analysés périodiquement et a minima avant chaque campagne d'épandage.

Ils le sont également lorsque des changements dans les procédés ou les traitements sont susceptibles de modifier leur qualité, en particulier leur teneur en éléments-traces métalliques (ETM) et composés organiques (CTO).

Les analyses portent sur :

- le taux de matière sèche ;
- les éléments de caractérisation de la valeur agronomique mentionnés en annexe VII c de l'arrêté du 2 février 1998 modifié ;

- les éléments et substances chimiques (ETM et CTO) figurant aux tableaux 1 a ou 1 b de l'annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié ;
- les agents pathogènes susceptibles d'être présents (notamment salmonelles, entérovirus et œufs d'helminthes viables) ;

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des co-produits sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

#### 5-7 Analyse des sols

Outre les analyses prévues au programme prévisionnel (analyse de la valeur agronomique des sols), les sols doivent également être analysés sur chaque point de référence tel que défini à l'article 38, alinéa 7 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié :

- après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ;
- au minimum tous les dix ans.

Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au tableau 2 de l'annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d du même arrêté.

#### 5-8 Interdiction d'épandage

Les co-produits définis à l'article 5-1 ne peuvent être épandus :

- si les teneurs en éléments-traces métalliques (ETM) dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 de l'annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié ;
- dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables (ETM et CTO) contenus dans les co-produits excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b de l'annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié ;
- dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les co-produits sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b de l'annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié ;
- en outre, lorsque les co-produits sont épandus sur des pâturages, le flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de dix ans, est celui du tableau 3 de l'annexe VII a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les salmonelles, les entérovirus et les œufs d'helminthes pathogènes viables sont recherchés dans les co-produits. En cas de dépassement des valeurs limites définies dans le tableau ci-dessous, l'exploitant doit proposer une solution non susceptible de contaminer l'environnement, qui devra être validée par l'inspection des installations classées.

Agents pathogènes	Valeur Limite ou effluents dans les déchets
Salmonelles	< 8 NPP/10 g MS
Enterovirus	< 3 NPPUC/10 g MS
Œufs d'helminthes pathogènes viables	< 3/ 10 g MS

### ARTICLE 6- CIRCULATION DES EFFLUENTS ET LOCALISATION DES REJETS

Tous les effluents aqueux sont canalisés.

La dilution des effluents est interdite, hormis celle résultant du rassemblement des effluents de même type de l'établissement ou celle nécessaire à la bonne marche des installations de traitement. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'activité de l'installation aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet à la sortie du périmètre de l'ICPE	Nom	Station de pré-traitement
	Coordonnées Lambert 93 en	X L93: 785532,24 Y L93: 6596872,13
Nature des effluents		Eau de process et eau de lavage
Réseau de collecte et traitement si existant		Dégrillage 6 mm, relevage des effluents, tamisage à 750 microns sur tamis rotatif, dégraissage par flottation à eau pressurisée puis rejet à la station communale.
Type de rejet en sortie du site		Rejet canalisé vers la station d'épuration communale de Paray le Monial
Pour un rejet canalisé vers la station d'épuration communale	Code station	0471342S0003
	Nom station	Paray le Monial
	Commune station	Paray le Monial 71600
Cours d'eau final	Code masse d'eau	FRGR0200
	Nom masse d'eau	la Bourbince : depuis Genelard jusqu'à la confluence avec l'Arroux
	Coordonnées Lambert 93 en au point de contact avec le cours d'eau	X L93, Y L93: 784569,6595654
	QMNA5 (en L/s)*	970 l/s Valeur utilisée dans la campagne RSDE2 et donnée pour information contextuelle

\*QMNA : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.

QMNA5 : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq.

## ARTICLE 7 : AUTOSURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX DE L'INSTALLATION

Le rejet respecte les dispositions des articles 22 et 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié en matière de :

- compatibilité avec le milieu récepteur ;
- suppression des émissions de substances dangereuses ;
- mise en place d'un programme de surveillance des émissions ;
- le recours aux méthodes de référence pour l'analyse des substances dans l'eau dans le cas des contrôles effectués par un laboratoire extérieur ;
- la réalisation de contrôles externes de recalage ;
- la déclaration des résultats d'autosurveillance sous GIDAF.



Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

La liste des paramètres à suivre ainsi que les valeurs limites imposées à l'article 4-3 de l'arrêté préfectoral n°04/1623/2-3 est modifiée comme suivant :

Le tableau indiquant les fréquences de suivi définies à l'article 4-7 de l'arrêté préfectoral n°04/1623/2-3 est modifié comme suivant :

Sans préjudice des dispositions de la convention de rejet des effluents avec la commune de Paray le Monial, les eaux usées déversées dans la station d'épuration de Paray le Monial doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

	Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux Maximum journalier (en g/j par défaut)	Périodicité minimale d'autosurveillance
<b>Macropolluants</b>	pH	1302	compris entre 5,5 et 8,5		En continu
	Température	1301	≤ 30°C		En continu
	Odeur		Non odorant		
	Débit	1552	Max jour : 150 m³		En continu
	MES	1305		140000	Mensuelle
	DBO5	1313		150000	Mensuelle
	DCO	1314		372000	Mensuelle
	Azote global	1551		20000	Mensuelle
	Phosphore total	1350		5000	Mensuelle
<b>Substances spécifiques du secteur d'activité</b>	SEH	7464	300	60000	Annuelle
	Chlorures	1337	4000	300	Annuelle
	Cuivre	1392	0,15	5	Semestrielle
	Zinc	1383	0,8	30	Semestrielle
	Chloroforme	1135	0,05	1	Annuelle
	Acide chloroacétique	1465	0,05	<2	Annuelle



	Hydrocarbures totaux	7009	10	300	Annuelle
<b>Autres paramètres globaux**</b>	Indice phénol	1440	0,3		Semestrielle sur deux ans puis annuelle sous réserve du respect des valeurs limites en concentration définies dans les 4 analyses réalisées
	Indice cyanure totaux	1390	0,1		
	Manganèse	1394	1		
	Fer + Aluminium	7714	5		
	Etain	1380	2		
	Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1		
	Ion fluorure	7073	15		
<b>Autres substances dangereuses entrant dans la qualification des masses d'eau</b>	Cadmium et ses composés*	1388	0,025		Annuelle
	Plomb	1382	0,5	0,5	Annuelle
	Nickel	1386	0,5	1	Annuelle
	Chrome	1389	0,5	1	Annuelle
	Nonylphénol*	1958	0,025		Trimestrielle puis annuelle si respect de la concentration imposée
<b>Autre paramètre défini dans la convention de rejet</b>	Mercure	1387	0,05		Annuelle

\* Cette substance dite dangereuse est visée par un objectif de suppression des émissions, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation. Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution.

\*\*Si les trois premières mesures de ces substances sont inférieures à la limite de quantification (et inférieures à 1 % du flux admissible pour les substances où cette donnée est connue), abandon de la

surveillance pour ces composés.

Les rejets des substances qui ne sont pas réglementées dans le tableau ci-dessus sont interdits en concentration, au-delà de la plus petite des deux valeurs suivantes (lorsqu'elles existent) :

- la norme de qualité environnementale (cas des substances chimiques),
- la valeur de concentration correspondant à la classe d'état « bon état ».

#### ARTICLE 8 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté est notifié à la société SA Charollais Viandes, dont le siège social est situé ZA du Champ Bossu 71600 Paray le Monial.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

#### ARTICLE 9 : EXÉCUTION ET COPIES

Madame la secrétaire générale de la préfecture, Monsieur le maire de Paray le Monial, Madame la directrice départementale de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée à :

- Monsieur le directeur de l'agence régionale de Santé de Bourgogne,
- Monsieur le maire de la commune de Digoin,

Fait à Mâcon, le **22 MAI 2024**

Le Préfet,

*Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire*

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

**Agnès CHAVANON**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Dijon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1. et 2.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

### OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).